

Avant-propos

Né en 1876 à Cologne de père allemand et de mère italienne, Robert Michels est un des grands intellectuels cosmopolites à la charnière des XIX^e et XX^e siècles. Inspiré par le père fondateur de la sociologie politique allemande Max Weber, Michels étudie en Allemagne, en France et en Italie. Son parcours politique lui vaudra de grandes difficultés pour décrocher un poste académique, en dépit des interventions de Max Weber. Après avoir échoué à décrocher une chaire à Marbourg, Michels s'installe finalement en Italie, où il enseigne à l'Université de Turin et fréquente Gaetarw Mosca. Suite à l'accession de Mussolini au pouvoir, il concourt au développement d'une « science politique fasciste » ⁽¹⁾. Il s'éteint à Rome le 3 mai 1936.

Le parcours politique de Robert Michels est pour le moins chahuté. Tôt engagé dans la social-démocratie allemande, il anime l'aile gauche du parti. S'opposant à la bureaucratisation du SPD et à l'emprise des leaders dans le processus décisionnel interne, Michels s'éloigne du fait partisan même s'il s'affilie au parti socialiste italien après avoir rejoint Turin. Déçu par ce qu'il considère être des phénomènes de bureaucratisation des partis socialistes et sociaux-démocrates, il flirte un temps avec les idées du syndicalisme révolutionnaire et entretient une relation avec Georges Sorel, avant d'évoluer vers la droite de l'échiquier politique et de rejoindre les sirènes du fascisme italien après la première guerre mondiale.

Robert Michels est l'auteur de plusieurs ouvrages parmi lesquels *Le prolétariat et la bourgeoisie dans le mouvement socia-*

⁽¹⁾ Guy HERMET, Bertrand BADIE, Pierre BIRNBAUM et Philippe BRAUD, *Dictionnaire de la science politique et des institutions*, Paris, Armand Colin, 2005, 6^e éd., p. 372.

liste italien ⁽²⁾, *Socialisme et fascisme en Italie* ⁽³⁾ ou une *Introduction à l'histoire des doctrines économiques et politiques* ⁽⁴⁾. Mais, *Les partis politiques* est son œuvre majeure. Paru pour la première fois en 1911 sous le titre *Zur Soziologie des Parteiwesens in der modernen Demokratie*, l'ouvrage traduit par Samuel Jankélévitch paraît en français en 1914 sous l'intitulé *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*. Fondé sur une analyse minutieuse du parti socialiste italien et, beaucoup plus encore, du parti social-démocrate allemand, Michels y centre son propos sur le cheminement politico-organisationnel des partis politiques, qui sont à l'époque des organisations récentes. Nombre de formations politiques ont en effet vu le jour à la fin du XIX^e siècle et sont en plein déploiement dans des régimes dont nombre d'entre eux sont encore loin de pleinement remplir les conditions contemporaines d'un régime de démocratie représentative. Exploration rigoureuse de partis de masse, tout spécialement dans le chef du SPD, Michels soutient que toute organisation est confrontée à la loi d'*airain de l'oligarchie*. En d'autres termes, une loi ramenant systématiquement le pouvoir à une minorité sur la majorité.

L'ouvrage n'est pas dénué de considérations normatives, influencées notamment par le parcours politique de Michels, et s'inscrit dans un courant critique et désabusé envers le nouveau régime politique démocratique. Pour autant, Michels n'impute pas les raisons de cette situation à la seule volonté de pouvoir des responsables politiques. Ce phénomène d'oligarchie tient pour une part à la nécessité; celle d'avoir des leaders qui mènent le parti en *connaissance de cause*. «Or, abstraction faite de la tendance des chefs à s'organiser et à se coaliser, abstraction faite aussi de leur reconnaissance par les masses immobiles et passives, nous pouvons dire dans cette conclusion que la principale cause des phénomènes oligarchiques se manifestant au sein des partis démocratiques consiste dans ce fait que les chefs sont techniquement indispensables», conclut Michels.

⁽²⁾ Robert MICHELS, *Il proletariato e la borghesia nel movimento socialista italiano*, Turin, Fratelli Bocca, 1908.

⁽³⁾ Robert MICHELS, *Sozialismus und Fascismus in Italien*, Munich, Meyer & Jessen, 1925.

⁽⁴⁾ Robert MICHELS, *Introduzione alla storia delle dottrine economiche e politiche*, Bologne, Zanichelli, 1932.

Véritable œuvre pionnière dans l'analyse des partis politiques, l'ouvrage de Michels a suscité de nombreux débats. Sa conclusion principalement fixée sur l'analyse d'un parti dans un régime semi-autoritaire apparaît hâtive et mérite nombre de nuances. Il n'en demeure pas moins que ce livre s'est imposé comme une référence classique incontournable de la sociologie des organisations et de l'analyse du fait partisan.

Pascal DELWIT
Professeur de science politique
à l'Université libre de Bruxelles (ULB)

Préface de l'auteur

Dans cette édition française de mon livre, j'utilise toutes les critiques et observations qu'il a suscitées dans son édition allemande, parue il y a deux ans à peine. L'accueil qu'il a trouvé alors dans le monde scientifique a vraiment dépassé toutes mes espérances. Bien qu'écrit en allemand, mon ouvrage a trouvé un premier écho en France, cette vieille terre de la démocratie et des critiques de la démocratie. Il a été ensuite discuté en Hollande, où Leeuwenburg, entre autres, lui consacra une série d'articles dans lesquels mes théories se trouvent corroborées par des arguments tirés de l'histoire du parti socialiste hollandais. Il fut enfin accueilli avec une très grande faveur en Allemagne, où la démocratie, vierge, pour ainsi dire, et peu connue, a cependant beaucoup d'admirateurs fervents et aveugles. Partout, mon ouvrage a eu la très rare fortune de provoquer des comptes rendus aussi remarquables par la quantité que par la qualité; comptes rendus inspirés par une méditation sérieuse sur les questions que j'agite, et écrits par des personnalités dont quelques-unes occupent un rang éminent dans le monde de la science et de la politique.

A quelque école politique ou scientifique qu'ils appartenissent, tous mes critiques se sont montrés unanimes sur quelques points que je considère comme essentiels. Tous se sont en effet montrés d'accord pour reconnaître que la lecture de mon ouvrage était indispensable à tous ceux qui s'occupent de sociologie, et surtout de la sociologie des partis; que mon livre, écrit avec une grande sérénité de jugement, avec une objectivité et une impartialité absolues, était conçu et conduit avec sincérité, voire avec hardiesse; que son auteur possède une connaissance profonde de l'engrenage de la vie pratique et que de cette connaissance découle, en même temps qu'une pénétration analytique, une méthode synthétique offrant une base solide à la discussion du problème choisi par l'auteur; que ce livre est enfin très personnel,

écrit par « un esprit curieux et un observateur perspicace qui n'a pas oublié qu'une œuvre ne vaut et ne dure qu'à la condition de décrire la vie ».

Beaucoup ont qualifié mes études de science *pessimiste*. D'aucuns m'en ont fait un mérite, pensant que l'optimisme dans les sciences sociales n'est qu'un mensonge. Quelques-uns ont même admis que le pessimisme se dégage fatalement de la constatation des faits contenus dans mon livre. Mais, sur ce point, on m'a adressé aussi des critiques sérieuses, bien que souvent un peu naïves. Un socialiste français, tout en reconnaissant que les tendances oligarchiques sur lesquelles j'insiste sont « très vraies et très frappantes » en ce qui concerne la démocratie sociale allemande, prétend que pour le socialisme français l'oligarchie est un phénomène secondaire », parce que « du haut en bas, dans le parti et dans les syndicats, règne plutôt la suspicion ». Un illustre économiste américain, mon ami Brooks, me fit observer que mes critiques pouvaient très bien s'appliquer à la démocratie européenne, mais nullement à la démocratie américaine (celle des *bosses*, si minutieusement décrite par tant d'écrivains dignes de foi). Je ne perdrai pas mon temps à répondre à une pareille assertion. Elle s'explique par ce phénomène psychologique, aussi fréquent chez les individus que chez les nations, qu'on voit facilement la paille dans l'œil d'autrui, alors qu'on n'aperçoit pas la poutre dans son propre œil.

Il est évident qu'un livre qui ébranle à ce point les fondements mêmes du parti socialiste, aurait dû y trouver de nombreux contradicteurs. Mais je dois à la vérité de reconnaître que, contrairement à mes prévisions, il a été accueilli par les socialistes avec beaucoup de faveur. Il est vrai que l'économiste Konrad Schmidt, tout en rendant hommage à l'abondance des matériaux que j'ai réunis et au « caractère intéressant et attrayant » de ma synthèse, déclare que les moyens de contrôle dont dispose dès aujourd'hui le parti socialiste en Allemagne, suffisent à maintenir les chefs dans la subordination à la volonté de la masse. Quelques autres, dont le marxiste Konrad Haenisch, déclarent comprendre parfaitement l'utilité de mon livre, même au point de vue spécial du parti socialiste, et admettent explicitement l'existence de l'oligarchie au sein de ce parti. Mais ils me reprochent d'avoir traité le problème de la démocratie d'une façon trop abstraite, de n'avoir pas montré suffisamment que les défauts et les lacunes du système démocratique

dans la vie des partis socialistes contemporains s'expliquent, en dernière analyse, par les conditions générales du régime social moderne; régime fondé sur l'existence de diverses classes et de diverses conditions, à l'influence desquelles les socialistes eux-mêmes ne sauraient se soustraire complètement. Je crois avoir suffisamment répondu, dans mon livre, à ce reproche, qui voit dans l'oligarchie des partis une réalité d'hier et d'aujourd'hui, mais lui conteste le caractère de loi.

Un autre socialiste, le théoricien réformiste Paul Kampffmeyer, n'a pas cru pouvoir mieux défendre sa propre manière de voir qu'en méconnaissant les idées principales exposées dans mon livre, en disant notamment que ma conception de l'oligarchie implique une accusation de corruption contre tous les chefs politiques d'origine prolétarienne (alors que j'ai fait tous mes efforts pour n'aborder la question *morale* que le moins possible) et en m'accusant, en même temps, de juger la démocratie d'après un critère trop élevé. A cette accusation je répondrai que je n'ai mesuré la démocratie qu'avec le mètre de la démocratie elle-même, telle que la conçoivent nos socialistes *modernissimes*: tout en admettant l'incompétence des masses et la nécessité d'une direction forte et stable, ces derniers s'obstinent à qualifier un pareil ordre de choses, qui n'est séparé de l'aristocratie que par une nuance, du nom pompeux de « démocratie ». Question de terminologie, naturellement, où la logique est de notre côté, mais où il est impossible d'établir des règles valables pour la pratique. Personne en effet ne peut empêcher son prochain de parler, si tel est son plaisir, de pénombre par une journée ensoleillée d'août, ou d'appeler chien un chat, ou chat un chien...